

Cette demande peut être consultée auprès de l'administration communale et auprès de l'éventuelle administration communale aux adresses suivantes :

.....  
 .....  
 .....

à .....,le,

(1) Biffez ce qui n'est pas d'application Le fonctionnaire planologique régional n'est compétent que lorsque la commune a été exempté de la création d'un GRECORO

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 fixant les règles détaillées en matière de l'attestation planologique.

Bruxelles, le 4 juin 2004

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
 B. SOMERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Aménagement du Territoire,  
 des Sciences et de l'Innovation technologique,  
 D. VAN MECHELEN

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 fixant les règles détaillées en matière de l'attestation planologique.

Bruxelles, le 4 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
 B. SOMERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Aménagement du Territoire,  
 des Sciences et de l'Innovation technologique,  
 D. VAN MECHELEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4260

[2004/203213]

#### **30 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de direction de l'Institut scientifique de Service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment l'article LI.TIX.CII.4;

Vu la délibération du Comité de direction de l'Institut scientifique de Service public (ISSEP) en date du 20 avril 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du Comité de direction de l'Institut scientifique de Service public (ISSEP), dont le texte figure en annexe.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 septembre 2004.

Le Ministre-Président,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
 B. LUTGEN

### ANNEXE

#### Règlement d'ordre intérieur du Comité de direction de l'ISSEP

**Article 1<sup>er</sup>.** Outre les membres du Comité visés à l'article LI.TIX.CII.1<sup>er</sup> du Code de la Fonction publique wallonne, participent aussi aux séances avec voix consultative les membres du personnel contractuel qui bénéficient d'un traitement au moins équivalent à l'échelle A4.

**Art. 2.** Le Comité se réunit au moins une fois par mois à une date fixée par le président, lequel établit l'ordre du jour.

**Art. 3.** La convocation et l'ordre du jour de la séance sont adressés aux participants au plus tard le jour ouvrable avant la date de la séance. Sont joints les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour.

**Art. 4.** Le participant empêché en informe le secrétaire avant la séance.

**Art. 5.** Le secrétaire du Comité est désigné par le président.

Art. 6. Le Comité ne délibère valablement que si la moitié des membres et les trois cinquièmes des participants sont présents. A défaut du quorum requis, le Comité peut néanmoins entamer sans la clore la discussion des questions d'intérêt général relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'organisme. Faute de pouvoir réunir le quorum requis dans le mois du constat de son défaut, le Comité peut être convoqué et peut délibérer valablement quel que soit le nombre de présents.

Art. 7. En ce qui concerne les attributions qui lui sont reconnues par le Code de la Fonction publique wallonne, le Comité statue à la majorité absolue des suffrages exprimés par ses membres. Il n'est pas tenu compte des abstentions et des refus de vote qui sont réputés ne pas exprimer un suffrage. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Toute décision individuelle concernant les fonctionnaires est prise après un vote secret. Dans les autres cas, les votes sont émis à main levée et tout membre qui s'abstient ou qui refuse de voter peut en faire connaître le motif, lequel est acté au procès-verbal.

Art. 8. Le Comité peut autoriser, lors de l'examen de points de l'ordre du jour, la présence de toute personne dont le témoignage, les compétences ou les connaissances sont de nature à éclairer ses travaux. La présence de ces personnes est limitée à la discussion du point au sujet duquel elles sont invitées à s'exprimer.

Art. 9. Les personnes assistant à une séance du Comité et qui sont personnellement concernées par l'un des points de l'ordre du jour quittent la séance durant l'examen du point.

Art. 10. Le membre du Comité désigné par le Gouvernement comme membre d'une chambre ou d'une commission de recours des services du Gouvernement ne participe pas aux délibérations du Comité lorsque celui-ci a à connaître d'une proposition de décision ou d'une décision susceptible de recours devant l'une de ces chambres ou commissions.

Art. 11. Les projets de procès-verbaux sont établis par le secrétaire et adressés aux participants.

En l'absence de remarque au président dans les deux jours ouvrables de l'envoi, les différents points du procès-verbal sont réputés approuvés.

Un exemplaire du procès-verbal approuvé, signé par le président et le secrétaire, est adressé aux membres du Comité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 septembre 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de direction de l'Institut scientifique de Service public.

Namur, le 30 septembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4260

[2004/203213]

**30. SEPTEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung des Direktionsausschusses des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, insbesondere Art. LI.TIX.CII.4;

Aufgrund des Beschlusses des Direktionsausschusses des "Institut scientifique de service public" (ISSEP) vom 20. April 2004;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung genehmigt die nachstehend angeführte Geschäftsordnung des Direktionsausschusses des "Institut scientifique de Service public" (ISSEP).

**Art. 2** - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. September 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten,  
der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANLAGE

## Geschäftsordnung des Direktionsausschusses des ISSEP

Artikel 1 - Neben den in Art. LI.TIX.CII.1 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Mitgliedern des Direktionsausschusses wohnen die Mitglieder des vertraglichen Personals, die ein Gehalt beziehen, das mindestens der Gehaltsstufe A4 entspricht, den Sitzungen mit beratender Stimme bei.

Art. 2 - Der Ausschuss kommt mindestens einmal im Monat zu einem vom Vorsitzenden festgelegten Datum zusammen; der Vorsitzende stellt die Tagesordnung auf.

Art. 3 - Die Einberufung und die Tagesordnung der Sitzung werden den Teilnehmern spätestens am Werktag vor dem Tag der Sitzung zugestellt. Die Unterlagen in Zusammenhang mit den in der Tagesordnung aufgenommenen Punkten werden beigelegt.

Art. 4 - Wenn ein Teilnehmer verhindert ist, informiert er den Sekretär vor Anfang der Sitzung.

Art. 5 - Der Sekretär des Ausschusses wird vom Vorsitzenden bezeichnet.

Art. 6 - Die Beratungen des Ausschusses sind nur dann gültig, wenn wenigstens die Hälfte der Mitglieder und drei Fünftel der Sitzungsteilnehmer anwesend sind. Ist das erforderliche Quorum nicht erreicht, kann der Ausschuss die Besprechung der Fragen allgemeinen Interesses bezüglich der Organisation und Arbeitsweise der Einrichtung jedoch anfangen, ohne sie abzuschließen. Falls das erforderliche Quorum innerhalb des Monats nach Feststellung seines Mangels nicht erreicht werden kann, kann der Ausschuss zusammengerufen werden und auf gültige Weise beschließen, was die Anzahl der anwesenden Personen auch sein mag.

Art. 7 - Was die Zuständigkeiten betrifft, die dem Ausschuss durch den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zuerkannt werden, beschließt der Ausschuss mit der absoluten Stimmenmehrheit seiner Mitglieder. Stimmenthaltungen und Stimmverweigerungen, die als Nicht-Abgabe einer Stimme gelten, werden dabei nicht berücksichtigt. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Individuelle Beschlüsse betreffend Beamte werden nach einer geheimen Abstimmung gefasst. In den anderen Fällen erfolgt die Stimmabgabe durch Handerheben. Jedes Mitglied, das sich der Stimme enthält, oder eine Stimmabgabe verweigert, darf den Grund dafür bekanntgeben; dieser Grund wird im Protokoll festgehalten.

Art. 8 - Bei der Untersuchung von Punkten, die auf der Tagesordnung stehen, kann der Ausschuss die Anwesenheit von Personen genehmigen, deren Aussagen, Zuständigkeiten oder Kenntnisse für die Arbeiten des Ausschusses hilfreich sein könnten. Die Anwesenheit dieser Personen ist auf die Besprechung desjenigen Punktes, über den ihre Meinung erbeten wird, beschränkt.

Art. 9 - Die Personen, die einer Sitzung des Ausschusses beiwohnen, und persönlich durch einen der auf der Tagesordnung stehenden Punkte betroffen sind, verlassen die Sitzung während der Untersuchung dieses Punktes.

Art. 10 - Das Mitglied des Ausschusses, das von der Regierung als Mitglied einer Berufungskammer oder -kommission der Dienststellen der Regierung bestimmt worden ist, nimmt an den Beratungen des Ausschusses nicht teil, wenn dieser über einen Beschlussvorschlag oder einen Beschluss befinden muss, der Gegenstand eines Einspruches vor einer solchen Kammer oder Kommission sein könnte.

Art. 11 - Die Protokollentwürfe werden vom Sekretär aufgestellt und den Teilnehmern übermittelt.

Wenn dem Vorsitzenden innerhalb von zwei Tagen nach der Zustellung des Protokollentwurfs keine Bemerkung mitgeteilt wird, gelten die verschiedenen Punkte des Protokolls als genehmigt.

Eine Ausfertigung des genehmigten, vom Vorsitzenden und Sekretär unterschriebenen Protokolls, wird den Mitgliedern des Ausschusses zugestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. September 2004 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des Vorstands des "Institut scientifique de Service public" als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 30. September 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten,  
der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4260

[2004/203213]

**30 SEPTEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het reglement van orde van het directiecomité van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut)**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, inzonderheid op artikel LI.TIX.CII.4;

Gelet op de beraadslaging van het directiecomité van het "Institut scientifique de Service public" (ISSEP), de dato 20 april 2004;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering keurt het reglement van orde van het directiecomité van het "Institut scientifique de Service public" (ISSEP) waarvan tekst als bijlage goed.

Art. 2. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 september 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

---

#### BIJLAGE

Reglement van orde van het directiecomité van het "Institut scientifique de Service public" (ISSEP)

Artikel 1. Naast de leden van het comité bedoeld in artikel LI.TIX.CII.1 van de Waalse Ambtenarencode nemen ook de contractuele personeelsleden die een wedde genieten die minstens gelijk is aan weddeschaal A4 met raadgevende stem deel aan de vergaderingen.

Art. 2. Het comité komt minstens eenmaal per maand bijeen op een datum vastgesteld door de voorzitter, die de agenda bepaalt.

Art. 3. De bijeenroeping en de agenda voor de vergadering worden minstens de werkdag vóór de datum van de vergadering aan de deelnemers gericht. De stukken betreffende de items van de agenda worden daarbij gevoegd.

Art. 4. De verhinderde deelnemer licht de secretaris daar vóór de vergadering over in.

Art. 5. De secretaris van het Comité wordt door de voorzitter aangewezen.

Art. 6. Het comité beraadslaagt enkel op rechtsgeldige wijze indien de helft van de leden en drie vijfde van de deelnemers tegenwoordig zijn. Indien dat vereiste quorum niet bereikt wordt, kan het comité evenwel de bespreking van de vraagstukken van algemeen belang met betrekking tot de organisatie en de werking van de instelling aanvatten, maar zonder ze te sluiten. Indien het vereiste quorum niet bereikt wordt binnen de maand waarin de ontstentenis vastgesteld wordt, kan het comité bijeengeroepen worden en rechtsgeldig beraadslagen ongeacht het aantal tegenwoordige leden.

Art. 7. Wat betreft de bevoegdheden die het Comité toegewezen zijn bij de Waalse Ambtenarencode, beslist het comité bij de absolute meerderheid van de door diens leden uitgebrachte stemmen. Er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen en stemweigeringen die geacht zijn niet een stemming uit te drukken. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door.

Elke individuele beslissing betreffende de ambtenaren wordt na geheime stemming getroffen.

In de andere gevallen wordt bij handopsteken gestemd en elk lid dat zich onthoudt of weigert te stemmen kan er de reden voor kenbaar maken, waarvan akte genomen wordt in de notulen.

Art. 8. Het comité kan bij de behandeling van de items van de agenda toelaten dat elke persoon wier getuigenis, bevoegdheden of kennis een beter inzicht in de werkzaamheden kunnen verschaffen, de vergaderingen bijwoont. De tegenwoordigheid van die personen wordt beperkt tot de bespreking van het item waarvoor ze zijn uitgenodigd een uiteenzetting te houden.

Art. 9. De personen die een vergadering van het comité bijwonen en die persoonlijk betrokken zijn bij één van de items van de agenda, verlaten de vergadering gedurende de tijd die voor de behandeling van dat item nodig is.

Art. 10. Het lid van het comité aangewezen door de Regering als lid van een kamer of een beroepscommissie van de diensten van de Regering neemt niet deel aan de beraadslagingen van het comité indien laatstgenoemde kennis dient te nemen van een voorstel tot beslissing of van een beslissing dat het voorwerp uit zou kunnen maken van een beroep voor één van die kamers of commissies.

Art. 11. De ontwerp-notulen worden door de secretaris opgesteld en aan de deelnemers medegedeeld.

Indien de voorzitter geen opmerkingen zijn toegekomen binnen de twee werkdagen na versturen van de notulen, worden de verschillende punten van de notulen geacht goedgekeurd te zijn.

Een exemplaar van de goedgekeurde notulen, ondertekend door de voorzitter en de secretaris, wordt aan de leden van het comité gericht.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 september 2004 tot goedkeuring van het reglement van orde van het directiecomité van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut).

Namen, 30 september 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN